

FRANCAIS SEULEMENT

COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPEENS

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES (Eurostat)

Réunion commune CEE/Eurostat/OECD
sur la comptabilité nationale
(Genève, 26-28 avril 2000)

MISE EN OEUVRE DU SYSTEME DE COMPTABILITE NATIONALE 1993
(SCN 1993)
EN AFRIQUE

Document d'appui présenté par la Commission économique pour l'Afrique*

* Elaboré par M. Souleymane Traore.

1. INTRODUCTION

L'objet du présent rapport est de rendre compte des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du SCN 1993 dans la région, en mettant en exergue les types d'assistance dont souhaitent bénéficier les pays africains, mais aussi les aspects du SCN 1993 sur lesquels devrait se concentrer cette assistance. Les informations relatives aux stratégies nationales de mise en oeuvre du SCN 1993 ont été extraites des résultats d'une enquête régionale, organisée par la CEA entre le 10 mars et le 31 mai 1999.

2. PRINCIPAUX OBJECTIFS DE L'ENQUETE

1. Les informations relatives aux stratégies nationales de mise en oeuvre du SCN 1993 ont été rassemblées à l'aide d'un questionnaire léger, mis au point par la Division des services de l'information pour le développement de la CEA (DSID). L'exploitation et l'analyse détaillée des résultats, qui figurent en annexe, ont été également assurées par la DSID.

2. Le questionnaire de l'enquête comportait quatre volets. Au titre du premier volet, les pays étaient priés de fournir des indications précises sur le stade de développement de leurs comptes nationaux, en se référant aux phases définies par le Groupe de travail intersecrétariats pour la mise en oeuvre du SCN 1993 à savoir:

Pré-SCN :Développement des données de base sur la production, le commerce, les prix, etc. ;

Phase 1 :Calcul des indicateurs de base du Produit intérieur brut (PIB) :
Emplois finals du PIB, à prix courants et constants ; répartition du PIB par branche d'activité économique, à prix courants et constants ; tableau ressources-emplois, à prix courants et constants ;

Phase 2 :Calcul du Revenu national brut et d'autres indicateurs primaires :
Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants ; compte de capital et compte financier du Reste du Monde ;

Phase 3 :Etablissement des comptes des secteurs institutionnels (Première étape) : Comptes de production de tous les secteurs institutionnels ; comptes de distribution (primaire et secondaire) et d'utilisation du revenu, compte de capital et compte financier des Administrations publiques ;

Phase 4 :Etablissement des comptes des secteurs institutionnels (Etape intermédiaire) : comptes de distribution (primaire et secondaire) et d'utilisation du revenu et comptes de capital de tous les secteurs institutionnels, à l'exception des Administrations publiques ;

Phase 5 : Etablissement des comptes des secteurs institutionnels (Etape finale) : Comptes financiers de tous les secteurs institutionnels, à l'exception des Administrations publiques ; et,

Phase 6 : Autres comptes de flux et comptes de patrimoine : Comptes des autres changements d'actifs de tous les secteurs institutionnels ; comptes de patrimoine.

3. Le second volet du questionnaire devait permettre aux pays de préciser à quelle phase du processus ils comptaient se situer en l'an 2004, conformément à leurs plans et stratégies nationaux de mise en oeuvre du SCN 1993. Ils étaient priés d'indiquer, en outre, s'ils auraient besoin d'une assistance extérieure pour atteindre cette phase en l'an 2004.

4. Le troisième volet avait pour objectif d'identifier les types d'assistance dont souhaitaient bénéficier les pays au cours de la période 2000-2004. A cet égard, il leur était demandé d'indiquer s'ils optaient pour :

- la mise à disposition de manuels et autres documents (logiciels de traitement des comptes nationaux et autre matériel);
- des cours et stages de formation organisés à l'étranger ou sur place par les instituts de formation statistique ;
- une formation pratique à travers des séminaires, ateliers et autres échanges d'expériences entre pays ;
- des activités de recherche visant à résoudre des problèmes pratiques et d'ordre conceptuel (Estimation de la valeur du patrimoine et de la consommation de capital fixe des secteurs institutionnels, mesure de la contribution des femmes au PIB, utilisation des données sur les secteurs non marchands et informel dans le cadre des travaux de comptabilité nationale, etc.) ;
- des missions ponctuelles d'assistance technique (bilatérale, multilatérale, etc) ; et/ou
- l'octroi d'une assistance (technique et financière) dans le cadre de projets spécifiques de coopération (bilatérale, multilatérale, etc.).

5. Enfin, le quatrième volet du questionnaire devait permettre d'évaluer les besoins d'assistance des pays dans le cadre de la mise en oeuvre des différents aspects du SCN 1993, notamment en ce qui concerne :

- le développement des données de base ;
- la mise en place d'une méthodologie complète d'établissement des comptes nationaux dans l'optique du SCN 1993 ;
- l'utilisation des micro-ordinateurs dans le cadre des travaux de comptabilité nationale ;
- l'élaboration des comptes économiques intégrés et des tableaux entrées-sorties ;
- la confection et l'utilisation de la Balance des paiements en vue de l'établissement des comptes du Reste du Monde ;
- les relations entre les comptabilités d'entreprises et la comptabilité nationale ;
- l'établissement des comptes du secteur des Ménages ; et
- l'établissement des comptes satellites de la santé, de l'éducation et de l'environnement.

3. RESULTATS DE L'ENQUETE : situation actuelle et projections par pays au 31 décembre 2004

3.1 La situation actuelle

6. L'enquête s'est déroulée par voie postale. En tout, quarante et un pays africains sur cinquante-trois ont renvoyé les questionnaires dûment remplis à la CEA, ce qui correspond à un taux de réponse **légèrement supérieur à 77 pour cent**. Ces pays incluent : l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Cap-Vert, le Cameroun, les Comores, le Congo-Brazzaville, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Ethiopie, le Gabon, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Lesotho, la Libye, Madagascar, le Malawi, le Mali, Maurice, le Maroc,

le Mozambique, la Namibie, le Nigéria, la République centrafricaine, le Rwanda, Sao Tome-et-Principe, le Sénégal, les Seychelles, la Sierra Leone, le Soudan, le Swaziland, la Tanzanie, le Togo, la Tunisie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.

7. Dix des quarante et un pays concernés, soit environ un quart des pays, ont indiqué qu'ils étaient en train de mettre en oeuvre la phase Pré-SCN, c'est à dire celle concernant le développement des données de base. Ces pays sont : le Bénin, les Comores, le Congo, le Gabon, la Libye, le Mali, le Sénégal, le Soudan, le Swaziland et la Tunisie.

8. Quinze autres pays , soit environ 37 pour cent des pays ayant participé à l'enquête, ont déclaré qu'ils étaient en train d'exécuter la phase 1, qui a trait au calcul des indicateurs de base du Produit intérieur brut. Ils comprennent l'Algérie, le Burkina Faso, le Burundi, le Cap-Vert, Djibouti, l'Ethiopie, la Guinée-Bissau, le Lesotho, le Nigeria, le République centrafricaine, le Rwanda, la Sierra Leone, le Togo et l'Ouganda.

9. Deux pays seulement (Madagascar et Maroc) ont indiqué qu'ils avaient atteint la phase 5-Etablissement des comptes des secteurs institutionnel (Etape finale) -,contre trois pour la phase 4 (Afrique du Sud, Botswana et Cameroun), six pour la phase 3 (Angola, Côte d'Ivoire, Malawi, Maurice, Mozambique et, Sao Tome-et-Principe), et cinq pour la phase 2 (Kenya, Namibie, Seychelles, Tanzanie et Zimbabwe).

10. D'une manière générale, ce bilan est loin d'être satisfaisant dans la mesure où près de 60 pour cent des pays n'ont pas encore entamé la phase 2 du processus de mise en oeuvre du SCN 1993, six ans après son adoption par le Conseil économique et social des Nations Unies.

11. Par ailleurs, l'enquête n'a pas permis de déterminer si les pays ayant déclaré qu'ils se situaient au delà de la phase 2 du processus de mise en oeuvre avaient effectivement procédé à l'ensemble des ajustements requis pour passer du SCN 1968 au SCN 1993.

3.2. Projections par pays au 31 décembre 2004

12. Sur ce point, l'exploitation du questionnaire a permis de tirer les conclusions suivantes :

- **Quatre pays africains¹ auront atteint la phase 6 du processus de mise en oeuvre du SCN 1993 au 31 décembre 2004, contre onze² pour la phase 5, soit respectivement 10 et 27 pour cent environ des pays ayant participé à l'enquête ;**
- **Treize pays africains³ (environ 30 pour cent des pays concernés) auront atteint la phase 4 au 31 décembre 2004, contre onze⁴ (environ 10 pour cent) pour la phase 3 ;**
- **Enfin, deux pays (Burkina Faso et Sierra Leone) auront exécuté ou seront sur le point d'exécuter la phase 2 du processus de mise en oeuvre du SCN 1993 au 31 décembre 2004.**

13. Il faudrait souligner que les projections effectuées par certains pays paraissent plutôt optimistes. C'est notamment le cas pour les pays qui envisagent de mettre en oeuvre cinq ou six phases du processus d'ici 2004. Cependant, comme on le verra plus loin, les pays concernés comptent beaucoup sur l'assistance des organismes de coopération bilatérale et multilatérale au cours de la période 2000-2004.

4. BESOINS D'ASSISTANCE DES PAYS AFRICAINS DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE DU SCN 1993

Types d'appui souhaité par les pays

14. Hormis le Botswana, tous les pays ayant participé à l'enquête ont indiqué qu'il souhaitaient bénéficier d'une assistance extérieure multiforme dans le cadre de la mise en oeuvre du SCN 1993.

15. Les types d'appui souhaité par les quarante pays concernés se répartissent comme suit :

- près de 90 pour cent d'entre eux (37 pays) optent pour les cours et stages de formation organisés à l'étranger ou sur place par les instituts de formation statistique, contre 75 pour cent environ (29 pays) pour la mise à disposition de manuels et autres documents, et 70 pour cent (28 pays) pour les missions ponctuelles d'assistance technique ;
- près des trois-quarts des pays (28) se prononcent en faveur des activités de recherche visant à résoudre des problèmes pratiques et d'ordre conceptuel (méthodes d'estimation de la valeur du patrimoine et de la consommation de capital fixe, mesure de la contribution des femmes au PIB, utilisation des données sur les secteurs non marchands et informel dans le cadre des travaux de comptabilité nationale, etc...),
- enfin, 80 pour cent des pays (32) souhaitent bénéficier d'une assistance et financière dans le cadre de projets spécifiques de coopération (bilatérale, multilatérale, etc....).

Domaines sur lesquels devrait se concentrer l'assistance aux pays

16. Ils concernent, par ordre d'importance décroissante :

- l'établissement des comptes du secteur des Ménages (pour trois-quarts des pays) ;
- l'élaboration des comptes économiques intégrés et des tableaux entrées-sorties (pour près des trois-quarts des pays) ;
- l'établissement des comptes satellites de la santé, de l'éducation et de l'environnement (pour environ 70 pour cent des pays) ;
- les relations entre les comptabilités d'entreprises et la comptabilité nationale (pour la moitié des pays) ;
- le développement des données de base (pour 40 pour cent des pays) ;
- l'utilisation des micro-ordinateurs dans le cadre des travaux de comptabilité nationale (pour 40 pour cent des pays également) ; et,
- la confection et l'utilisation de la Balance des paiements en vue de l'établissement des comptes du Reste du Monde (pour un peu moins de 40 pour cent des pays).

17. Certains pays souhaitent également bénéficier d'un appui technique ou financier pour mener à bien les activités ci-après :

- Mise en place d'un programme de collecte des données sur la structure et les activités du secteur informel ;
- Choix d'une nouvelle année de référence dans le cadre de la mise en place d'une méthodologie complète d'établissement des comptes nationaux dans l'optique du SCN 1993 ;
- Etablissement du tableau ressources –emplois, par produit et par branche ;
- Organisation, méthodologie et exécution des enquêtes économiques nécessaires à la mise en place d'une nouvelle année de référence pour les comptes nationaux (l'an 2000 sera la nouvelle année de base) ;
- Elaboration des comptes régionaux ;
- Organisation d'une enquête par sondage sur le secteur informel, en combinaison avec une enquête sur les revenus et les dépenses des ménages et d'autres enquêtes permettant de développer les données de base ;
- Elaboration de la matrice de comptabilité sociale, des comptes de patrimoine et des comptes financiers ;
- Complément de formation sur les comptes financiers ;
- Elaboration des comptes des institutions sans but lucratif au service des ménages ;
- Etablissement des comptes trimestriels ;
- Mise en place d'un système de diffusion des données ;
- Compilation et utilisation des statistiques des finances publiques, en vue de l'établissement des comptes des Administrations publiques ; et
- Intégration du secteur informel dans les comptes nationaux.

5. QUELQUES RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES STRATEGIES DE MISE EN OEUVRE DU SCN 1993 EN AFRIQUE

5.1. Cadre général

18. En premier lieu, il importe que les pays africains renforcent leur coopération dans le cadre de la mise en oeuvre du SCN 1993. Dans ce contexte, ils pourraient envisager, conformément aux recommandations du Groupe de travail intersecrétariats sur les comptes nationaux, de créer des zones de coopération avec des pays pilotes remplissant les conditions suivantes :

- Les groupes de pays ne doivent pas être trop larges et doivent prendre en compte les structures de coopération déjà existantes au niveau sous-régional (UEMOA, UDEAC, ECOWAS, COMESA, SADC, etc.) ;
- Il doit y avoir une obligation contractuelle pour le pays pilote de partager ses expériences à travers des échanges de personnel et des réunions régulières ; les cadres du pays pilote doivent être compétents et suffisamment motivés pour rester en service jusqu'à l'achèvement du programme de la zone ;
- Un plan stratégique de mise en oeuvre doit être formulé pour chaque pays du groupe dès le début du processus et les pays non-pilotes doivent disposer de l'équipement nécessaire.

19. En second lieu, il importe de renforcer l'environnement institutionnel de la comptabilité nationale dans un grand nombre de pays africains. Cette mesure facilitera non seulement la mobilisation des ressources nécessaires au niveau national, mais aussi la collecte des données, dont la couverture devrait être considérablement étendue dans le cadre du nouveau SCN.

20. Tertio, enfin, chaque pays devrait formuler un plan stratégique (5-10ans) pour la mise en oeuvre du SCN 1993. Ce plan devrait spécifier les éléments suivants :

- Choix du système à implanter y compris, si possible, les comptes satellites ;
- Les nomenclatures à utiliser ; et
- Le cycle des travaux de compilation (année de base, compilation annuelle), le cycle de compilation des comptes devant être synchronisé avec celui de la collecte de l'information de base.

5.2. Mesures à prendre au niveau national

21. Ainsi qu'il a été souligné à maintes reprises, la mise en oeuvre adéquate du SCN 1993 dans les pays africains dépendra, dans une large mesure, d'une amélioration significative de la couverture et de la qualité des données de base disponibles.

22. Les travaux d'élaboration des comptes et tableaux du SCN 1993 devraient avoir pour support un système intégré de données de base et en particulier celles concernant :

- L'agriculture, la production industrielle, le commerce extérieur, les prix, l'emploi, le commerce de détail, la production du secteur du bâtiment et des travaux publics, les revenus et les dépenses de consommation des ménages et les opérations financières ;
- Le patrimoine et les autres flux monétaires et financiers.

23. Les pays africains devraient s'inspirer des directives internationales ou régionales pertinentes⁵ pour améliorer la méthodologie de leurs investigations statistiques, en ne perdant pas de vue la nécessité d'une exploitation systématique des sources administratives et du plan comptable général des entreprises en vigueur dans certains pays.

24. Concernant l'intégration des données de base, les pays devraient mettre notamment l'accent sur :

- La mise en place de comités inter-ministériels de coordination des enquêtes statistiques ;
- L'harmonisation des concepts et des systèmes de classification ;
- La mise en place d'un répertoire national des unités de production (entreprises et établissements) ; et
- Le renforcement de l'infrastructure administrative centrale et départementale de la statistique.

25. Enfin, les pays africains devraient accorder une attention particulière à la mobilisation des ressources requises dans le cadre de la mise en oeuvre du SCN 1993. L'approche idéale consisterait à formuler en termes généraux un programme de travail à moyen ou long terme et à élaborer, ensuite, des documents de projets concis portant sur les différents éléments de ce programme et donnant d'une part des indications chiffrées sur la participation du gouvernement aux coûts et, d'autre part, une ventilation détaillée de la contribution attendue des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux.

5.3. Rôle de la CEA

26. La CEA devrait notamment :

- Poursuivre ses activités de formation, en organisant des ateliers sur des aspects précis de la mise en oeuvre du nouveau SCN (comptes du secteur des ménages, intégration du secteur informel dans les comptes nationaux, etc...) ;
- Poursuivre son appui technique aux pays, aussi bien pour la formulation de documents de projets que dans le cadre des travaux d'élaboration des comptes ;
- Servir d'intermédiaire, le cas échéant, entre les pays africains et les bailleurs de fonds dans le cadre de la mobilisation des ressources pour la mise en oeuvre du SCN 1993 ;
- Organiser et faciliter, en collaboration avec d'autres instances africaines de coopération (telles que AFRISTAT) la coopération et les échanges d'expériences entre les comptables nationaux africains ; et
- Renforcer ses liens de coopération avec la Division de statistique des Nations Unies (UNSD), la Division de statistique des autres Commissions régionales des Nations Unies, EUROSTAT, l'INSEE (France) et d'autres institutions bilatérales et multilatérales dans le cadre de la mise en oeuvre du SCN 1993.

5.4 Rôle des institutions internationales et des organismes de coopération bilatérale et multilatérale

27. Les institutions internationales devraient poursuivre leur programme d'assistance aux pays africains dans le cadre des actions définies par le Groupe de travail intersecrétariats sur les comptes nationaux, à savoir :

- La formation ;
- La fourniture de manuels ;
- Le développement de logiciels de traitement des comptes ; et,
- Les activités de recherche visant à résoudre des problèmes pratiques et d'ordre conceptuel.

28. Pour leur part, les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux les organismes de coopération bilatérale et multilatérale sont invités à examiner avec bienveillance les requêtes de financement portant sur la mise en oeuvre des différents aspects du SCN 1993 dans la région.

6. CONCLUSION

29. Le bilan de la mise en oeuvre du SCN 1993 en Afrique est faible, à bien des égards. Dans ce contexte, seul l'octroi d'une assistance multiforme et coordonnée aux pays de la région, notamment lorsqu'ils abordent les phases 3, 4 et 5, permettrait de réaliser des progrès significatifs au cours des cinq prochaines années.

30. Cependant, les gouvernements africains devraient prendre d'urgence les mesures qui relèvent de leur responsabilité et veiller à ce qu'elles s'inscrivent dans le cadre de stratégies à moyen ou long terme.

NOTES

- ¹ Bénin, Libye, Madagascar et Mali.
- ² Afrique du Sud, Cap Vert, Cameroun, Côte d'Ivoire, Malawi, Maurice, Maroc, Nigeria, Sénégal, Tunisie et Zambie.
- ³ Algérie, Botswana, Burundi, Congo-Brazzaville, Gabon, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Mozambique, République centrafricaine, Seychelles, Togo et Ouganda.
- ⁴ Angola, Comores, Djibouti, Ethiopie, Namibie, Rwanda, Sao Tome et Principe, Soudan, Swaziland, Tanzanie et Zimbabwe.
- ⁵ Il faudrait mentionner en particulier : les Programmes mondiaux des statistiques de l'industrie de 1983 ; le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquêtes sur les ménages (PADEM) ; les recommandations internationales sur les statistiques du bâtiment et des travaux publics ; les directives internationales concernant l'organisation et la conduite des enquêtes sur les secteurs de l'agriculture, de la distribution et des services ; les directives de la Quinzième Conférence des statisticiens du travail relatives aux statistiques de l'emploi dans le secteur informel ; le Programme africain en matière de statistiques des prix ; et, le Projet de comparaison internationale des prix et des parités de pouvoir d'achat (PCI).
